LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
13-11-1985
Transmis à M. Coördinatien
Overgemaakt aan de H.

KV. L. 16.878/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 23 juillet 1985 , d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'établissement et l'utilisation de stations radioélectriques par des radioamateurs", a donné le 2 octobre 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e juli 1985 door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het aanleggen en doen werken van radioelektrische stations door radioamateurs", heeft de 2e oktober 1985 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Ministre sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Ministre ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

INTITULE.

Il serait plus correct d'écrire dans le texte français : "... relatif à l'établissement et à l'utilisation ..." et dans le texte néerlandais "... het aanleggen en het gebruiken ...".

PREAMBULE.

L'alinéa 1er vise la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment les articles 1er, 3, 4 et 7.

L'article 1er contient un certain nombre de définitions générales et l'article 4 contient des interdictions d'émettre. Le visa de ces deux articles est superflu pour la compréhension de l'arrêté en projet et doit être omis.

.../...

L'alinéa 2 est rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1982, 9 avril 1985 et ..., notamment les articles 3, 4 et 31;".

Les articles 3, 4 et 31 n'ont pas été modifiés à ce jour de sorte qu'il n'y a pas lieu de rappeler les arrêtés royaux qui ont modifié d'autres dispositions de l'arrêté royal du 15 octobre 1979.

L'alinéa 3 vise l'arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux Secrétaires d'Etat, notamment l'article 3.

Dès lors que l'accord du Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones est visé au préambule, il est superflu de viser le texte en vertu duquel cet accord est nécessaire. L'alinéa 3 doit donc être omis.

Compte tenu de l'observation qui sera faite sous l'article 38, alinéa 1er, du projet, il y a lieu d'insérer dans le préambule un autre alinéa 3, rédigé de la manière suivante :

"Vu l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, notamment l'article 31, alinéa 2;".

DISPOSITIF.

Remarque concernant le groupement des articles.

Le groupement normal des articles se fait en chapitres. Il y aurait donc lieu d'écrire : "Chapitre Ier - Dispositions générales", "Chapitre 2 - Les examens", et ainsi de suite pour les six autres subdivisions de l'arrêté en projet.

Article 1er.

Au 1°, mieux vaudrait écrire :

"1° radioamateur : une personne physique qui s'intéresse, uniquement à titre personnel et sans intérêt pécuniaire, à la technique de la radioélectricité, et qui a prouvé, conformément au présent arrêté, son aptitude à établir et à faire fonctionner une station d'amateur;".

La définition de la puissance, donnée au 4°, est différente de celle qui est donnée à l'article 1er, 8°, de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées. Si l'application de la définition donnée dans le projet ne devait pas aboutir aux résultats découlant de l'application de la définition contenue dans l'arrêté royal, le Ministre excéderait ses pouvoirs. En tout état de cause, l'existence de deux définitions différentes est susceptible d'entraîner des difficultés d'application.

Au 5°, la définition donnée de la station fixe s'écarte, dans ses termes, de celle donnée à l'article 1er, 3°, de l'arrêté royal précité du 15 octobre 1979. Elle appelle la même observation que celle qui est faite ci-dessus à propos de la puissance.

A la fin du 6°, dans le texte français, il y a lieu d'écrire : "... à l'exception des aéronefs et de tout autre objet aéroporté;".

L'article 1er, 7°, de l'arrêté royal précité du 15 octobre 1979 donne une définition de la station mobile et permet au Ministre d'établir des distinctions entre plusieurs espèces de stations mobiles. C'est ce que fait le projet aux 6° et 7°.

.../...

La définition donnée au 7° ne fait cependant pas apparaître que la station portative est un genre particulier de station mobile au sens de l'arrêté royal et se distingue de la station mobile au sens de l'arrêté ministériel en projet par l'autonomie de son alimentation.

Article 2.

L'alinéa 2, commençant par les mots : "Elles sont divisées ...", doit être indiqué par un léger retrait sur l'alignement du texte. La même observation vaut pour la suite des articles lorsqu'il s'agit d'un alinéa distinct.

L'alinéa 2 contient un grand nombre de données qui n'appartiennent pas toutes au même ordre d'idées. Il serait plus clair de supprimer au 1°, au 2° et au 3°, les précisions concernant les programmes des examens A, B et C, figurant aux annexes 2, 3 et 4 et de regrouper ces indications en un alinéa 3 rédigé comme suit :

"Les programmes de l'examen A, de l'examen B et de l'examen C figurent respectivement aux annexes 2, 3 et 4".

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Il n'est pas d'usage de numéroter les différents alinéas d'un article. Il y a lieu de supprimer la numérotation en 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°.

A l'alinéa 6, la subdivision a), b), c) doit être remplacée par 1°, 2° et 3°.

.../...

Dans le texte néerlandais, le 1° (qui devient l'alinéa 1er) serait mieux rédigé comme suit : "Jaarlijks worden door de Regie twee examenperiodes georganiseerd".

Dans le même texte, au 3° (qui devient l'alinéa 3), il convient de remplacer le mot "zittijd" par le mot "examenperiode".

Au 4° (devenant l'alinéa 4), il serait préférable d'écrire : "Les examens ont lieu par écrit".

Dans le texte néerlandais du 5° (devenant l'alinéa 5) il convient d'écrire "Alleen zij die voor het B-examen zijn geslaagd ..." au lieu de "Alleen de laureaten van het B-examen".

Au 6°, a (devenant l'alinéa 6, 1°), il y a lieu d'écrire :

"1° ont obtenu la moitié des points dans chaque branche, lorsque les questions à l'examen -A ou à l'examen -B ont été posées de telle sorte que les candidats devaient eux-mêmes formuler intégralement la réponse;".

A la fin du 6°, b (devenant l'alinéa 6, 2°), il convient d'écrire, dans le texte français : "... lorsque l'examen -A ou l'examen -B a comporté des questions à choix multiple;".

La rédaction suivante est proposée pour le 6°, c (devenant l'alinéa 6, 3°) :

"3° à l'examen -C, ont, dans un temps ne dépassant pas cinq minutes, reproduit les signaux sans commettre plus de fautes que les maxima fixés à l'annexe 4 du présent arrêté".

Le 7° (devenant l'alinéa 7) serait mieux rédigé comme suit :

"Les lauréats des examens reçoivent les certificats suivants :

1° examen A : certificat d'aspirant radiotéléphoniste privé;

2° examen B : certificat de radiotéléphoniste privé ;

3° examen C : certificat de radiotélégraphiste privé".

Dans la deuxième phrase du 7° (devenant l'alinéa 8) du texte néerlandais, il convient de remplacer les mots "titularis" et "certificaat" respectivement par "houder" et "getuigschrift". Cette remarque vaut pour toutes les dispositions suivantes où figurent ces mots.

Article 6.

L'article n'envisage pas le cas de l'étranger résidant à l'étranger. Il y aurait lieu de préciser si celui-ci pourra ou non être admis à l'examen. S'il y est admis, il conviendrait de prévoir que, dans sa demande de participation, il fasse mention de sa nationalité.

Article 7.

A l'alinéa 1er, dans le texte français, il y a lieu d'écrire : "... ou s'il introduit un certificat médical ...".

En tenant compte de l'observation qui sera faite sous l'article 8, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Si la Régie constate que les documents introduits sont faux, les frais qu'elle a supportés pour l'organisation de l'examen au domicile du candidat doivent lui être remboursés par celui-ci, sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourraient être intentées".

Le texte proposé ci-dessus n'a pas repris la dernière phrase de l'alinéa 2 du projet, cette disposition étant dépourvue de sanction juridique.

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"La Régie peut organiser un examen adapté à leur état physique pour des candidats handicapés qui sont capables de se déplacer, mais ne peuvent subir l'examen avec les autres candidats".

Article 8.

Cet article fixe le montant des droits d'inscription aux examens.

En son article 11, la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications autorise le Roi à fixer le montant des redevances à payer par les demandeurs et titulaires des autorisations visées à son article 3, § 1er. Cette loi n'habilite pas le Ministre à prescrire le paiement d'un droit d'inscription aux examens.

L'article manque donc de fondement légal et doit être omis.

Article 9 (devenant l'article 8).

L'utilisation de la subdivision 1° et 2° ne paraît pas justifiée et le texte gagnerait à être rédigé comme suit, en deux alinéas :

"... n'est délivrée qu'à un radioamateur ou à un groupement de radioamateurs constitué en association sans but lucratif.

Seules des autorisations pour une ou plusieurs stations fixes d'amateurs sont délivrées aux associations sans but lucratif".

Si cette rédaction est adoptée, il y aura lieu d'écrire à l'article 11 (devenant l'article 10) "... par les groupements visés à l'article 8 doivent :".

.../...

Article 10 (devenant l'article 9).

Tel que le 1° est rédigé, le texte implique qu'il existe des installations qui comprennent un appareil émetteur et un appareil récepteur, et d'autres installations qui ne comprennent qu'un seul appareil qui est à la fois émetteur et récepteur. Si tel était bien le cas, il y aurait lieu d'écrire "des appareils émetteurs, récepteurs, ou émetteurs-récepteurs".

La même remarque vaut pour les articles 11, 5°, et 13 (devenant les articles 10, 5°, et 12).

Au 2°, il y a lieu de remplacer les mots "de date récente" par les mots "délivré depuis moins de ... mois".

Article 11 (devenant l'article 10).

Le texte omet de préciser que la demande d'autorisation introduite par le groupement doit mentionner le lieu d'établissement de la station. L'article devrait être complété en conséquence.

Pour le 2°, la rédaction suivante est proposée :

"2° mentionner la section pour laquelle l'autorisation est demandée;".

Au 4°, il est d'usage d'indiquer "... visé au 3° ..." au lieu de "... visé au point 3° du présent article ...".

Au 5°, les mots "seulement le numéro" doivent être remplacés par les mots "seul le numéro".

.../...

Article 12 (devenant l'article 11).

Il n'appartient pas à la Régie de reconnaître des associations de radioamateurs. Les mots "reconnues par la Régie", qui figurent à l'alinéa ler et à l'alinéa 2, 3°, doivent dès lors être omis, ou éventuellement remplacés par les mots "ayant obtenu une autorisation".

Selon l'article 31 du projet,

> "Tout radio-amateur peut faire usage gratuitement de n'importe quelle station de relais, même s'il n'est pas membre du groupement qui a obtenu l'autorisation y relative".

Il convient donc que l'article 12 (devenant l'article 11) prévoie également un engagement de l'association d'accorder gratuitement à tous les radioamateurs l'usage de ses stations de relais.

Au 2° du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "van de radioamateur, laureaat van het B-examen die, ..." par les mots "van de radioamateur die geslaagd is voor het B-examen en die, ...".

Au 3°, il se présente une discordance entre le texte néerlandais où figurent les mots "van de erkende verenigingen van de buurlanden" et le texte français où il est question "des associations des pays voisins".

Article 14.

L'article ne fait que répéter ce qui est prévu à l'article 9 (devenant l'article 8) en tant qu'il concerne les radioamateurs, personnes physiques, et omet de mentionner les autorisations qui peuvent être délivrées à des groupements.

.../...

Par ailleurs, il est inutile de préciser que l'autorisation est délivrée pour une durée indéterminée puisque, sauf si une durée limitée est prévue, une autorisation est, en principe, valable jusqu'à ce qu'elle soit retirée.

Dès lors, l'article peut être omis.

Article 15 (devenant l'article 13).

L'article distingue deux catégories d'autorisations : l'alinéa ler prévoit une autorisation de simple détention et l'alinéa 2 une autorisation d'émission. Or, selon l'article ler, 3°, du projet, l'autorisation permet d'établir et de faire fonctionner une station d'amateur. Elle implique donc nécessairement l'autorisation d'émettre.

En outre, à l'alinéa 2, les mots "auprès de cette station" devraient être remplacés par les mots "à l'endroit où la station émet".

En tout état de cause, la rédaction de cet article devrait être revue.

Article 16 (devenant l'article 14).

Le paragraphe ler, alinéa ler, prévoit des accords conclus par la Régie avec les administrations compétentes d'Etats étrangers. Sous réserve du pouvoir constitutionnel du Roi de conclure des traités, seul le Ministre, habilité par la loi à délivrer des autorisations, pourrait conclure de tels accords.

La rédaction suivante est dès lors proposée :

"§ ler. Des radioamateurs étrangers peuvent, sur base d'accords conclus par le Ministre avec les autorités étrangères, obtenir une autorisation pour l'établissement et l'utilisation d'une station d'amateur".

Dans le texte néerlandais du paragraphe ler, alinéa 3, 1°, il y a lieu de remplacer les mots "afgeleverde" et "afgeleverd" par le mot "afgegeven".

La disposition qui figure au paragraphe 2 devrait faire l'objet d'un article distinct placé à la fin du chapitre III, sous un article 16.

L'autorisation étant accordée à des personnes physiques ou à des groupements, c'est à tort que le paragraphe 3 parle d'une station "dûment autorisée". Il est proposé de rédiger le début du paragraphe de la manière suivante :

"§ 3. Tout radioamateur étranger est autorisé à émettre, en qualité de second opérateur, au moyen de la station d'un radioamateur belge ou d'un groupement de radioamateurs bénéficiant d'une autorisation, aux conditions suivantes :".

L'article ler, 3°, du projet, définissant l'autorisation comme étant celle qui est délivrée en Belgique par le Ministre pour établir et faire fonctionner une station d'amateur, il convient de ne pas employer ce terme pour désigner un titre délivré à l'étranger attestant la capacité technique et qui est équivalent à un certificat délivré en Belgique.

Il est dès lors proposé de remplacer, dans le § 3, 1°, les mots "... une autorisation, non périmée, délivrée par une autorité étrangère compétente et pour l'obtention de laquelle ..." par les mots "... un titre, non périmé, délivré par une autorité étrangère compétente et pour l'obtention duquel ...".

Au 2° du paragraphe 3, le terme "visites" est impropre. Il y aurait lieu d'écrire :

"2° ne peut pas être présent à une station de radioamateur pendant une durée totale excédant trente jours au cours d'une même année;".

La rédaction suivante est proposée pour les 3°, 4°, 5°, 6° et 7° :

"3° n'avoir ni domicile ni résidence en Belgique;

4° n'entrer en aucun cas en liaison avec sa propre station;

5° s'annoncer comme suit : ... (la suite comme au 5° du projet);

6° veiller à l'inscription dans le journal du radioamateur belge, de toutes ses émissions sous la mention "opérateur" suivie de son indicatif d'appel;

7° émettre seulement en présence et sous la responsabilité du radioamateur belge, titulaire de l'autorisation".

Article 17 (devenant l'article 15).

La rédaction suivante est proposée pour les paragraphes ler et 2 :

"§ ler. L'étranger qui vient en Belgique pour une durée inférieure à un an ne peut obtenir une autorisation que pour la durée prévue de son séjour.

§ 2. L'étranger qui vient en Belgique pour une durée de plus d'un an peut obtenir une autorisation expirant le 31 décembre de la première année complète suivant la date de sa demande".

Le premier membre de phrase du paragraphe 3 fait supposer que les autorisations prévues aux paragraphes ler et 2 peuvent être délivrées même si l'étranger n'a pas subi à l'étranger un examen de valeur équivalente aux examens organisés en Belgique. Si tel n'était pas le cas, ce membre de phrase devrait être omis.

Dans la première phrase du paragraphe 4, il est proposé de remplacer les mots "de la valeur de l'examen" par les mots "du niveau de l'examen".

Dans l'appréciation qu'il lui appartiendra de porter sur base du paragraphe 4, le Ministre devra tenir compte du contenu des accords visés à l'article 16, § ler, du projet.

.../...

Le seul sens que peut avoir la seconde phrase du paragraphe 4 est de garantir à l'étranger que, quel que soit l'examen qu'il a réussi dans son pays, une autorisation pour une station de section A lui sera délivrée. La rédaction suivante est dès lors proposée pour cette phrase : "Quel que soit le niveau de l'examen qu'il a réussi, l'étranger peut obtenir une autorisation pour une station de section A".

Article 18 (devenant l'article 17).

A l'alinéa 1er, il est proposé de remplacer les mots "en permanence" par les mots "en tout temps".

A l'alinéa 2, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "... sa conformité à ces prescriptions..." et non "... leur conformité avec ces prescriptions...".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme il est proposé dans le texte néerlandais du présent avis.

Article 20 (devenant l'article 19).

Les mots "très exceptionnellement" manquent de précision puisqu'ils paraissent indiquer une restriction très sévère, alors que la disposition ne donne aucun critère d'appréciation. Ces mots devraient être omis.

Sous réserve de cette observation, la rédaction suivante est proposée :

.../...

Article 23 (devenant l'article 22).

Pour le motif indiqué dans l'observation relative à l'article 21 du projet, les mots "par la Régie" doivent être remplacés par les mots "par le fonctionnaire de la Régie, délégué par le Ministre".

Dans le texte néerlandais de l'avis, il conviendrait d'écrire "bepaald" au lieu de "vermeld".

Article 25 (devenant l'article 24).

Il n'est pas d'usage de numéroter les différents alinéas d'un article. Il y a lieu de supprimer les mentions 1°, 2°, 3°, etc.

A l'alinéa 6 (ex 6°), il convient dès lors d'écrire : "... dans les cas visés aux alinéas 3, 4 et 5, il faut mentionner ...".

Au début de l'alinéa 2 (ex 2°), il y a lieu d'écrire : "S'il est nécessaire ...".

A la fin du même alinéa 2, dans le texte français, il y a lieu de lire : "... ne doit pas dépasser ...".

A l'alinéa 5 (ex 5°), dans le texte français, il convient d'écrire : "... il faut ajouter /P (barre de fraction suivie de la lettre P ou du mot "portable") ...".

Le texte prévu sous 7° (devenant l'alinéa 7) ne doit former qu'un seul alinéa.

Le texte français de la dernière phrase de cet alinéa serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 19.-

Si un radioamateur, lauréat de l'examen B ou de l'examen C, fournit la preuve que, pour des essais déterminés, il doit disposer d'une station présentant d'autres caractéristiques, le fonctionnaire de la Régie, délégué par le Ministre, peut lui délivrer une autorisation spéciale".

Article 21 (devenant l'article 20).

Pour se conformer à l'article 3, § 3, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, il y a lieu d'écrire "sans l'accord préalable du fonctionnaire de la Régie, délégué par le Ministre" et non pas "sans l'accord préalable de la Régie".

Par ailleurs, le terme "fondamentalement" manque de précision. Il serait souhaitable d'indiquer quels sont les éléments de la station qui ne peuvent être modifiés sans un accord préalable.

Article 22 (devenant l'article 21).

A l'alinéa 2, a), il convient d'écrire :

"a) le radioamateur doit, avant de commencer une émission, s'assurer, au moyen de son appareil récepteur, correctement réglé, que la fréquence choisie est libre;".

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Toute tentative de se réserver une fréquence ou de la bloquer peut entraîner le retrait immédiat de l'autorisation".

.../...

"Cet ajout peut être omis si le radioamateur, ayant informé la Régie par écrit de cette adresse, est en possession ... (la suite comme au projet)".

A l'alinéa 8 (ex 8°), il convient d'écrire dans le texte français : "... par dérogation aux obligations fixées aux alinéas précédents, il est permis de n'émettre l'indicatif d'appel qu'une seule fois par trente minutes. Si dans un tel cas l'indicatif d'appel est transmis en signaux morse, par dérogation à l'alinéa 2, une vitesse de transmission ... (la suite comme au projet)".

A l'alinéa 9 (ex 9°), il y a lieu d'écrire "l'autorisation" au lieu de "la licence".

Dans le texte français du même alinéa, mieux vaudrait écrire : "... suivi de ses propres nom et prénoms ou de son propre indicatif d'appel.

Article 27 (devenant l'article 26).

Les dispositions des articles 34 et 35 étant liées, il est proposé d'écrire, au début de l'article 27 (devenant l'article 26) : "Sans préjudice des articles 34 et 35, ...".

Article 28 (devenant l'article 27).

Au paragraphe 1er, a), il y a lieu de remplacer les mots "stations non autorisées" par les mots "stations de radioamateurs ou de groupements de radioamateurs ne bénéficiant pas d'une autorisation".

A la fin du paragraphe 2, il y aurait lieu d'écrire : "... par des personnes qui ne sont pas habilitées à la faire fonctionner".

.../...

Article 29 (devenant l'article 28).

Au début du paragraphe 1er du texte néerlandais, il faut placer le signe "§".

Il est proposé d'écrire dans la dernière phrase des paragraphes 1er et 2 du texte néerlandais : "houder zijn van het getuigschrift van privaat ...".

La même remarque vaut pour l'article 30, § 3.

Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire : "... les dispositions reproduites à l'annexe 12, § 1er, sont d'application;".

La même observation vaut pour l'article 30, § 1er et § 2 du projet.

Article 31 (devenant l'article 30).

Dans le texte français, à la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "... ayant obtenu l'autorisation qui y est relative".

Article 32 (devenant l'article 31).

Pour le motif indiqué dans l'observation relative à l'article 21 du projet, il y a lieu d'écrire "du fonctionnaire de la Régie, délégué par le Ministre" et non "de la Régie".

Compte tenu notamment de cette observation, la fin de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit :

"..., l'autorisation de la faire fonctionner est immédiatement suspendue sur simple avertissement du fonctionnaire de la Régie, délégué par le Ministre".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 :

"La suspension n'est levée qu'après le réglage correct de l'installation et la constatation, par le fonctionnaire de la Régie, délégué par le Ministre, que les perturbations sont éliminées"

.../...

Article 33 (devenant l'article 32).

Au début de l'alinéa 1er, dans le texte français, il conviendrait d'écrire :

"A chaque station d'amateur fixe doit se trouver en permanence un livre-journal ...".

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, il convient d'écrire au b) : "de roepnaam van het tegenstation" et de remplacer au d) les mots "toevallige gebruiker" par les mots "occasionele gebruiker".

Article 34 (devenant l'article 33).

Au paragraphe 1er, alinéa 1er :

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le régime exceptionnel prévu à cet article est limité à l'hypothèse de "catastrophe naturelle".

Si l'intention du Ministre n'est pas de limiter, dans l'hypothèse visée à l'alinéa ler du paragraphe ler, à des circonstances exceptionnelles, le régime dérogatoire prévu, le mot "exceptionnellement" doit être omis.

Au paragraphe 1er, alinéa 2 :

Il résulte de l'article 35, alinéas 2 et 3, que le régime suivant est prévu :

1° Pour participer aux exercices de radiocommunication simulant des opérations de secours, le radioamateur doit avoir obtenu un agrément sur proposition de la Croix-Rouge de Belgique (alinéa 2).

.../...

2° La permission de participer à ces exercices est insérée dans l'acte d'autorisation (alinéa 3).

En outre, l'article 34, § ler, alinéa 2, 2°, du projet prévoit que peuvent collaborer aux opérations de secours les "radioamateurs autorisés à cet effet".

Le texte ne précise pas si cette autorisation coïncide avec la permission prévue à l'article 35, alinéa 3, du projet ou s'il s'agit d'une autorisation distincte qui n'est délivrée qu'aux radioamateurs qui ont participé aux exercices de manière satisfaisante.

Les intentions du Ministre devraient être explicitées sur ce point.

Article 35 (devenant l'article 34).

A l'alinéa ler, les mots "en cas de catastrophe naturelle" sont superflus et doivent être omis.

A la fin du même alinéa ler, les mots "figurant des opérations de secours" doivent être remplacés par les mots "simulant des opérations de secours".

A l'alinéa 2, première phrase, pour le motif indiqué dans l'observation relative à l'article 21 du projet, les mots "agréés par la Régie" doivent être remplacés par les mots "agréés par le fonctionnaire de la Régie, délégué par le Ministre".

La seconde phrase de cet alinéa 2 serait mieux rédigéecomme suit :

.../...

"Leur nombre est limité en fonction des besoins".

Il est proposé de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

"La permission de participer à ces exercices fait l'objet d'une mention insérée dans l'acte d'autorisation".

A la fin de l'alinéa 4, il y aurait lieu d'écrire : "... pour effectuer ces exercices".

Article 36 (devenant l'article 35).

L'article 31 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées charge la Régie de surveiller l'application de cet arrêté royal et des arrêtés ministériels pris en exécution de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

L'article 36 du projet n'aurait donc de portée que si l'intention du Ministre était de limiter ou de préciser le choix par la Régie des instruments de mesure et des méthodes de contrôle.

Si telle était bien l'intention du Ministre, l'article 36 du projet devrait être rédigé dans des termes plus précis.

Par ailleurs, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'article, le texte français employant les mots "les dispositifs de mesure qui lui conviennent" et le texte néerlandais les mots "de meetinstrumenten die zij geschikt acht".

.../...

Article 37 (devenant l'article 36).

A l'alinéa ler, les mots "toute modification" doivent être remplacés par les mots "tout changement".

L'article 31, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 contenant une disposition qui suffit à atteindre l'objectif que le Ministre poursuit, l'alinéa 2 doit être omis.

Article 38 (devenant l'article 37).

L'alinéa ler de cet article abroge "les dispositions du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 22 juillet 1947 sur les postes radioélectriques émetteurs et émetteurs-récepteurs privés qui s'appliquent aux stations de la 5ème catégorie".

Bien que l'article 31, alinéa ler, de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées ait abrogé l'arrêté ministériel du 22 juillet 1947, l'alinéa 2 du même article dispose de la manière suivante :

> "Toutefois, les dispositions du règlement annexé à cet arrêté, qui s'appliquent aux stations radioélectriques de la 5ème catégorie, restent en vigueur jusqu'à leur remplacement par un arrêté à prendre en exécution de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées".

Il serait plus clair d'abroger l'alinéa 2 de l'article 31 de l'arrêté ministériel précité du 19 octobre 1979, ce qui rendrait effective l'abrogation du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 22 juillet 1947.

.../...

Il est dès lors proposé de rédiger l'article 38, alinéa ler, du projet, de la manière suivante :

"Article 37.-

L'article 31, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées est abrogé".

A l'alinéa 2, il convient de supprimer les mots "et de ce règlement" qui ne figurent d'ailleurs pas dans le texte néerlandais.

En outre, il convient de rédiger le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 comme il est indiqué dans le texte néerlandais du présent avis.

Article 39 (devenant l'article 38).

L'usage recommande d'employer, en français, la formule "le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge" et, en néerlandais, la formule "de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Minister op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Minister niet over de volheid van zijn bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

OPSCHRIFT.

De tekst zou juister zijn indien in het Frans werd geschreven : "... relatif à l'établissement et à l'utilisation ..." en in het Nederlands "... het aanleggen en het gebruiken ...".

AANHEF.

Het eerste lid verwijst naar de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid naar de artikelen 1, 3, 4 en 7.

Artikel 1 van die wet bevat een aantal algemene definities en in artikel 4 komen verbodsbepalingen in verband met het uitzenden voor. De verwijzing naar die beide artikelen is voor een goed begrip van het ontworpen besluit overbodig en moet dus vervallen.

Het tweede lid is als volgt geredigeerd :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 december 1982, 9 april 1985 en ..., inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 31;".

De artikelen 3, 4 en 31 zijn tot dusver niet gewijzigd, zodat er geen aanleiding is om melding te maken van de koninklijke besluiten die andere bepalingen van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 hebben gewijzigd.

Het derde lid verwijst naar het koninklijk besluit van 24 maart 1972 betreffende de Staatssecretarissen, inzonderheid naar het artikel 3.

Als in de aanhef melding wordt gemaakt van het akkoord van de Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, is het overbodig te verwijzen naar de tekst krachtens welke dat akkoord vereist is. Het derde lid moet dus vervallen.

Rekening houdend met de opmerking die bij artikel 38, eerste lid, van het ontwerp zal worden gemaakt, dient er in de aanhef een ander derde lid te worden ingevoegd, dat als volgt luidt :

"Gelet op het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 31, tweede lid;".

BEPALEND GEDEELTE.

Opmerking met betrekking tot de groepering van de artikelen.

Gewoonlijk worden de artikelen in hoofdstukken gegroepeerd. Er zou dus moeten worden geschreven : "Hoofdstuk I - Algemene bepalingen", "Hoofdstuk II - Examens", en zo verder voor de zes andere onderverdelingen van het ontworpen besluit.

.../...

Artikel 1.

In het 1° kan beter worden geschreven :

"1° radioamateur : een natuurlijke persoon die uitsluitend voor zichzelf en zonder enig geldelijk voordeel belang stelt in de techniek van de radio-elektriciteit en die zijn bekwaamheid om een amateurstation aan te leggen en te doen werken overeenkomstig dit besluit heeft bewezen;".

De definitie van het vermogen die in het 4° wordt gegeven verschilt van die welke in artikel 1, 8°, van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen voorkomt. Indien de toepassing van de definitie welke in het ontwerp wordt gegeven niet leidt tot de resultaten die voortvloeien uit de toepassing van de definitie die in het koninklijk besluit is opgenomen, dan zou de Minister zijn bevoegdheid te buiten gaan. Hoe dan ook, het bestaan van twee verschillende definities zou aanleiding kunnen geven tot toepassingsmoeilijkheden.

In het 5° is de definitie van het vast station anders verwoord dan in artikel 1, 3°, van het eerdervermelde koninklijk besluit van 15 oktober 1979. Hier geldt dezelfde opmerking als die welke in verband met het vermogen is gemaakt.

In de Franse tekst van het 6° schrijve men achteraan : "... à l'exception des aéronefs et de tout autre objet aéroporté;".

Artikel 1, 7°, van het reeds geciteerd koninklijk besluit van 15 oktober 1979 geeft een definitie van het mobiele station en geeft de Minister de mogelijkheid om een onderscheid te maken tussen verscheidene soorten van mobiele stations. Dit wordt dan ook door het ontwerp in het 6° en het 7° gedaan. Uit de definitie van het 7° blijkt echter niet dat het draagbare station een bijzonder type van mobiel station in de zin van het koninklijk besluit is en dat het zich van het mobiele station in de zin van het ontworpen ministerieel besluit onderscheidt door zijn autonome voeding.

.../...

Artikel 2.

Het tweede lid, dat begint met de woorden : "Zij worden als volgt onderverdeeld ... :", moet worden aangegeven door in de tekst een beetje in te springen ten opzichte van de kantlijn. Dezelfde opmerking geldt voor de volgende artikelen telkens wanneer een nieuw lid begint.

In het tweede lid komen een groot aantal gegevens voor die niet alle met elkaar verband houden. Het zou duidelijker zijn indien de aanwijzingen omtrent de programma's van de A-, B- en C-examens, die in de bijlagen 2, 3 en 4 voorkomen, uit 1°, 2° en 3° werden weggelaten om als volgt in een derde lid te worden samengebracht :

"De programma's van de A-, B- en C-examens zijn respectievelijk in de bijlagen 2, 3 en 4 opgenomen".

De Nederlandse tekst van het tweede lid zou bovendien als volgt moeten worden geredigeerd :

"Zij worden als volgt onderverdeeld :

1° sectie A : de stations die uitsluitend de frequentieband 144-146 MHz mogen gebruiken onder de voorwaarden bepaald in bijlage 1 I a) en die mogen worden aangelegd en gebruikt door alle radioamateurs, inzonderheid door die welke geslaagd zijn voor het A-examen;

2° sectie B : de stations die uitsluitend de frequentiebanden vermeld in bijlage 1 I b) mogen gebruiken onder de aldaar bepaalde voorwaarden en die mogen worden aangelegd en gebruikt door radioamateurs die geslaagd zijn voor het B-examen en door radioamateurs die geslaagd zijn voor het C-examen;

3° sectie C : de stations die uitsluitend de frequentiebanden vermeld in bijlage 1 I c) mogen gebruiken onder de aldaar bepaalde voorwaarden en die alleen mogen worden aangelegd en

.../...

gebruikt door radioamateurs die niet alleen voor het B-examen doch tevens voor het C-examen zijn geslaagd".

Artikel 5.

Het is niet gebruikelijk om de verschillende leden van eenzelfde artikel te nummeren. De nummering met 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7° en 8° dient te vervallen.

In het zesde lid moet de onderverdeling in a), b) en c) worden vervangen door 1°, 2° en 3°.

Het 1° (dat het eerste lid wordt), zou beter als volgt luiden : "Jaarlijks worden door de Regie twee examenperiodes georganiseerd".

In het 3° (dat het derde lid wordt), vervange men het woord "zittijd" door het woord "examenperiode".

In het 4° (dat het vierde lid wordt), schrijve men veeleer : "De examens zijn schriftelijk".

In het 5° (dat het vijfde lid wordt), schrijve men "Alleen zij die voor het B-examen zijn geslaagd, ..." in plaats van "Alleen de laureaten van het B-examen".

In het 6°, a (dat het zesde lid, 1°, wordt) dient te worden geschreven :

"Geslaagd zijn de kandidaten die :

1° voor elk vak de helft van de punten hebben behaald, indien de vragen voor het A-examen of voor het B-examen zo gesteld waren dat de kandidaten het antwoord in zijn geheel zelf moesten formuleren;".

In het 6°, b (dat het zesde lid, 2° wordt), schrijve men : "twee derde van de punten hebben bepaald, indien het A-examen of het B-examen bestond uit meerkeuzevragen;".

.../...

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het 6°, c (dat het zesde lid, 3° wordt) :

"3° bij het C-examen, in een tijdspanne van hoogstens vijf minuten de tekens hebben weergegeven zonder daarbij meer fouten te maken dan het in de bijlage 4 bij dit besluit bepaalde maximum".

Het 7° (dat het zevende lid wordt) zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Aan de geslaagde kandidaten worden de volgende getuigschriften afgegeven :

1° A-examen : getuigschrift van aspirant privaat radiotelefonist;

2° B-examen : getuigschrift van privaat radiotelefonist;

3° C-examen : getuigschrift van privaat radiotelegrafist".

In de tweede volzin van het 7° (dat het achtste lid wordt) vervange men de woorden "titularis" en "certificaat" respectievelijk door "houder" en "getuigschrift". Deze opmerking geldt voor alle volgende bepalingen waarin die woorden voorkomen.

Artikel 6.

Het artikel voorziet niet in het geval van de vreemdeling die in het buitenland verblijft. Er zou moeten worden uitgemaakt of die al dan niet aan het examen mag deelnemen. Indien hij mag deelnemen, zou moeten worden bepaald dat hij in zijn aanvraag om deelneming zijn nationaliteit dient te vermelden.

.../...

Artikel 7.

In het eerste lid schrijve men in de Franse tekst "... ou s'il introduit un certificat médical ...".

Rekening houdend met de opmerking die bij artikel 8 zal worden gemaakt, wordt voor het tweede lid de volgende tekst voorgesteld :

"Indien de Regie vaststelt dat de ingediende stukken vals zijn, moeten de kosten die zij heeft gedragen om het examen ten huize van de kandidaat te organiseren, haar door laatstgenoemde worden vergoed, onverminderd de rechtsvervolgingen die kunnen worden ingesteld".

In de hierboven voorgestelde tekst wordt de laatste volzin van het tweede lid van het ontwerp niet overgenomen, aangezien die bepaling met geen enkele rechtssanctie gepaard gaat.

Het derde lid zou als volgt moeten worden gesteld :

"Voor minder-valide kandidaten die zich kunnen verplaatsen maar die het examen niet samen met de andere kandidaten kunnen afleggen, kan de Regie een examen organiseren dat aan hun lichaamstoestand is aangepast".

Artikel 8.

Dit artikel stelt het bedrag van de inschrijvingsrechten voor de examens vast.

.../...

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Zoals de tekst onder 1° is gesteld, impliceert hij dat er installaties zijn die uit een zendtoestel en een ontvangtoestel bestaan, en andere installaties die uit één enkel toestel bestaan, dat zowel zendtoestel als ontvangtoestel is. Mocht dit werkelijk zo zijn dan schrijve men "van de zendtoestellen, de ontvangtoestellen of de zend- en ontvangtoestellen".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 11, 5°, en 13 (die de artikelen 10, 5°, en 12 worden).

In het 2° dienen de woorden "van recente datum" te worden vervangen door de woorden "afgegeven sedert minder dan ...maanden".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

De tekst laat na te preciseren dat de vergunningsaanvraag die door de groepering wordt ingediend de plaats moet vermelden waar het station wordt gevestigd. Het artikel zou dienovereenkomstig moeten worden aangevuld.

Voor het 2° wordt de volgende tekst voorgesteld :

"2° de sectie vermelden waarvoor de vergunning wordt aangevraagd;".

In het 4° zou, zoals gebruikelijk is, moeten worden geschreven "... in 3° bedoelde ..." in plaats van "...in punt 3° van dit artikel bedoelde ...".

.../...

In haar artikel 11 bepaalt de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving dat de Koning gemachtigd is om het bedrag vast te stellen van de rechten die moeten worden betaald door de aanvragers en titularissen van de in artikel 3, § 1, bedoelde vergunningen. Die wet verleent de Minister geen bevoegdheid om de betaling van een inschrijvingsrecht voor de examens op te leggen.

Dit artikel moet wegens zijn gebrek aan rechtsgrond vervallen.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Er bestaat blijkbaar geen aanleiding om te werken met een onderverdeling in 1° en 2°; de tekst kan bovendien beter in twee leden worden gesplitst als volgt :

"... wordt alleen afgegeven aan een radioamateur of aan een in de vorm van vereniging zonder winstoogmerk opgerichte groepering van radioamateurs.

Aan de verenigingen zonder winstoogmerk worden slechts vergunningen voor een of meer vaste amateurstations afgegeven".

Mocht men voor die formulering kiezen, dan zou er in artikel 11 (dat artikel 10 wordt) moeten worden geschreven : "... door de in artikel 8 bedoelde groeperingen moeten : ".

.../...

Artikel 14.

Voor zover dit artikel betrekking heeft op de radio-amateurs die natuurlijke personene zijn, is het een loutere herhaling van artikel 9 (dat artikel 8 wordt); het laat ook na melding te maken van de vergunningen die aan groeperingen kunnen worden afgegeven.

Voorts is het overbodig te bepalen dat de vergunning voor onbepaalde duur wordt afgegeven, aangezien een vergunning in beginsel geldig blijft tot zij wordt ingetrokken, tenzij zij voor een bepaalde tijd werd afgegeven.

Het artikel kan dus vervallen.

Artikel 15 (dat artikel 13 wordt).

Het artikel onderscheidt twee categorieën van vergunningen : het eerste lid voorziet in een "vergunning voor het eenvoudig houden" van een amateurstation, en het tweede lid in een "zendvergunning". Luidens artikel 1, 3°, van het ontwerp staat de vergunning echter toe een amateurstation aan te leggen en te doen werken. Zij houdt dus noodzakelijkerwijs de zendvergunning in.

Daarenboven zouden in het tweede lid de woorden "zich bij dit station bevindt" moeten worden vervangen door de woorden "zich bevindt op de plaats waar dit station uitzendt".

Hoe dan ook, de redactie van dit artikel zou geheel moeten worden herzien.

.../...

In de Franse tekst van het 5° moeten de woorden "seulement le numéro" worden vervangen door de woorden "seul le numéro".

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt).

Het is niet de Regie die bevoegd is om verenigingen van radioamateurs te erkennen. De woorden "door de Regie erkende", die in het eerste lid en in het tweede lid, 3°, voorkomen, moeten bijgevolg vervallen of eventueel vervangen worden door de woorden "die een vergunning hebben verkregen".

Artikel 31 van het ontwerp luidt als volgt :

> "Iedere radio-amateur mag van om het even welk relaisstation kosteloos gebruik maken, zelfs indien hij geen lid is van de groepering die titularis is van de desbetreffende vergunning".

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt) moet dus ook bepalen dat de vereniging zich ertoe verbindt alle radioamateurs kosteloos gebruik te laten maken van haar relaisstations.

In het 2° vervange men de woorden "van de radioamateur, laureaat van het B-examen die, ..." door de woorden "van de radioamateur die geslaagd is voor het B-examen en die, ...".

In het 3° is er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst "van de erkende verenigingen van de buurlanden" en de Franse "des associations des pays voisins".

.../...

Aangezien artikel 1, 3°, van het ontwerp de vergunning definieert als de in België door de Minister afgegeven vergunning om een amateurstation aan te leggen en te doen werken, dient het gebruik van die term vermeden te worden voor het aanduiden van een in het buitenland afgegeven bewijs van technische bekwaamheid dat gelijkwaardig is aan een in België afgegeven getuigschrift.

Derhalve wordt voorgesteld paragraaf 3, 1°, als volgt te redigeren :

"houder zijn van een niet vervallen bewijs, afgegeven door een bevoegde vreemde overheid, voor het verkrijgen waarvan hij geslaagd is voor een examen van een niveau dat gelijkwaardig is aan of hoger is dan dat van het examen opgelegd aan de operatoren van de Belgische stations van die sectie".

De term "bezoeken" in 2° van paragraaf 3 is ongeschikt. Beter zou zijn, te schrijven :

" 2° niet aanwezig zijn in een radioamateurstation gedurende meer dan dertig dagen in de loop van een zelfde jaar".

De volgende redactie wordt voor 3°, 4°, 5°, 6° en 7° voorgesteld :

"3° geen woonplaats of verblijfplaats in België hebben;

4° in geen enkel geval met zijn eigen station in verbinding treden;

5° zich als volgt aankondigen : ... (voorts zoals in 5° van het ontwerp, maar men plaatse een komma na het woord "station");

6° ervoor zorgen dat al zijn uitzendingen in het dagboek van de Belgische radioamateur ingeschreven worden onder de vermelding "operator", gevolgd door zijn roepnaam;

7° uitsluitend in aanwezigheid en onder de verantwoordelijkheid van de Belgische radioamateur die houder is van de vergunning, uitzenden".

.../...

Artikel 16 (dat artikel 14 wordt).

In paragraaf 1, eerste lid, wordt gewag gemaakt van overeenkomsten die door de Regie met de ter zake bevoegde administraties van vreemde Staten worden afgesloten. Onder voorbehoud van 's Konings grondwettelijke bevoegdheid om verdragen te sluiten, zou alleen de Minister, die door de wet gemachtigd is om vergunningen af te geven, zodanige overeenkomsten kunnen sluiten.

De volgende redactie wordt dan ook voorgesteld :

"§ 1. Vreemde radioamateurs kunnen, op grond van door de Minister met de vreemde overheden gesloten overeenkomsten, een vergunning krijgen om een amateurstation aan te leggen en te gebruiken".

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, derde lid, 1°, vervange men de woorden "afgeleverde" en "afgeleverd" door het woord "afgegeven".

De bepaling onder paragraaf 2 zou moeten worden opgenomen in een afzonderlijk artikel dat aan het einde van het hoofdstuk III kan komen als artikel 16.

Een vergunning wordt aan natuurlijke personen of aan groeperingen verleend. In paragraaf 3 wordt dan ook ten onrechte gesproken over een "behoorlijk gemachtigd" station. Voorgesteld wordt, het begin van de paragraaf als volgt te redigeren :

"§ 3. Elke vreemde radioamateur mag onder de volgende voorwaarden in de hoedanigheid van tweede operator uitzenden door middel van het station van een Belgisch radioamateur of van een radioamateursvereniging die over een vergunning beschikken :".

.../...

De enige betekenis die de tweede volzin van paragraaf 4 kan hebben is dat hij een vreemdeling de waarborg biedt dat hem, ongeacht het examen waarvoor hij in zijn land geslaagd is, een vergunning voor een station van sectie A zal worden afgegeven. Bijgevolg wordt voorgesteld die volzin als volgt te redigeren : "De vreemdeling kan, ongeacht het niveau van het examen waarvoor hij geslaagd is, een vergunning voor een station van sectie A krijgen".

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).

Voorgesteld wordt, in het eerste lid het woord "bestendig" te vervangen door de woorden "te allen tijde".

In de Franse tekst van het tweede lid dient geschreven te worden : "... sa conformité à ces prescriptions ..." en niet "... leur conformité avec ces prescriptions...".

De Nederlandse tekst van het tweede lid kan beter als volgt worden geformuleerd : "Opdat op ieder tijdstip gecontroleerd kan worden of aan die voorschriften voldaan is, moeten zich bij elk vast ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 20 (dat artikel 19 wordt).

De woorden "zeer uitzonderlijk" zijn niet precies genoeg, aangezien zij op een zeer strenge beperking lijken te wijzen, terwijl de bepaling geen enkel beoordelingscriterium aangeeft. Die woorden zouden moeten worden weggelaten.

.../...

Artikel 17 (dat artikel 15 wordt)

Voor de paragrafen 1 en 2 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 1. De vreemdeling die naar België komt voor een periode, korter dan een jaar, kan slechts een vergunning krijgen voor de voorziene duur van zijn verblijf.

§ 2. De vreemdeling die naar België komt voor een periode van meer dan een jaar, kan een vergunning krijgen die vervalt op 31 december van het eerste volledig jaar dat volgt op de datum van zijn aanvraag".

Het eerste zinsdeel van paragraaf 3 laat veronderstellen dat de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde vergunningen kunnen worden afgegeven, ook al heeft de vreemdeling in het buitenland geen examen afgelegd dat gelijkwaardig is aan de in België georganiseerde examens. Mocht dit niet zo zijn, dan zou dit zinsdeel moeten worden weggelaten.

Voorgesteld wordt, in de eerste volzin van paragraaf 4 de woorden "in functie van de waarde van het ... examen" te vervangen door de woorden "volgens het niveau van het ... examen".

De Minister zal bij de beoordeling die hij op grond van paragraaf 4 moet uitbrengen, rekening dienen te houden met de inhoud van de overeenkomsten bedoeld in artikel 16, § 1, van het ontwerp.

.../...

Onder voorbehoud van die opmerking, wordt voorgesteld, de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 19.-

"Indien een radioamateur die geslaagd is voor het B-examen of het C-examen, het bewijs levert dat hij voor bepaalde proefnemingen moet beschikken over een station dat andere kenmerken vertoont, kan de door de Minister gemachtigde ambtenaar van de Regie hem een speciale vergunning afgeven".

Artikel 21 (dat artikel 20 wordt).

Om in overeenstemming met artikel 3, § 3, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving te blijven, schrijve men : "zonder de voorafgaande toestemming van de door de Minister gemachtigde ambtenaar van de Regie" in plaats van "zonder het voorafgaand akkoord van de Regie".

Voorts is de term "principieel" niet geschikt. Het zou wenselijk zijn op te geven welke bestanddelen van het station niet gewijzigd mogen worden zonder voorafgaande toestemming.

Artikel 22 (dat artikel 21 wordt).

In het tweede lid, a), schrijve men :

"a) moet de radioamateur, vooraleer ... (voorts zoals in ontwerp)".

Het derde lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Elke poging om een frequentie voor zichzelf te reserveren of haar te blokkeren kan de onmiddellijke intrekking van de vergunning medebrengen".

Artikel 23 (dat artikel 22 wordt).

Om de reden die vermeld is in de opmerking aangaande artikel 21 van het ontwerp, schrijve men in plaats van "door de Regie" : "door de ambtenaar van de Regie die door de Minister gemachtigd is".

In de Nederlandse tekst van het tweede lid schrijve men "bepaald" in plaats van "vermeld".

.../...

Artikel 25 (dat artikel 24 wordt).

Het is niet gebruikelijk de verschillende leden van een tekst te nummeren. De vermeldingen 1°, 2°, 3°, enz... dienen geschrapt te worden.

In het zesde lid (het vroeger 6°), schrijve men dus : "in de gevallen, bedoeld in het derde, vierde en vijfde lid, dient .... te worden vermeld....".

Vooraan in het tweede lid (het vroegere 2°) schrijve men in de Franse tekst "S'il est nécessaire...".

Aan het slot van hetzelfde tweede lid, leze men in de Franse tekst : "... ne doit pas dépasser ...".

In het vijfde lid (het vroegere 5°) dient men in de Franse tekst te schrijven : "... il faut ajouter /P (barre de fraction suivie de la lettre P ou du mot "portable") ...".

De tekst onder 7° (dat het zevende lid wordt) dient slechts uit een enkel lid te bestaan.

De Franse tekst van de laatste volzin van dit lid zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Cet ajout peut être omis si le radioamateur, ayant informé la Régie par écrit de cette adresse, est en possession ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het achtste lid (het vroegere 8°) schrijve men : "... is het in afwijking van de in de voorgaande leden gestelde verplichtingen, toegestaan de roepnaam slechts eenmaal per dertig minuten uit te zenden. Wordt in een dergelijk geval de roepnaam in morsetekens geseind, dan is, in afwijking van het tweede lid, een seinsnelheid ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

In het negende lid (het vroegere 9°) schrijve men "houder van de vergunning" in plaats van "titularis van de vergunning". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 37.

In de Franse tekst van hetzelfde lid zou men beter schrijven : "... suivi de ses propres nom et prénoms ou de son propre indicatif d'appel".

Artikel 27 (dat artikel 26 wordt).

Daar er een samenhang bestaat tussen de bepalingen van de artikelen 34 en 35, wordt voorgesteld aan het begin van artikel 27 (dat artikel 26 wordt) te schrijven : "Onverminderd de artikelen 34 en 35,...".

Artikel 28 (dat artikel 27 wordt).

In paragraaf 1, a), vervange men de woorden "niet gemachtigde stations" door de woorden "stations van radioamateurs of van radioamateurverenigingen die niet over een vergunning beschikken".

Aan het einde van paragraaf 2 zou men dienen te schrijven : "... door personen die niet gemachtigd zijn ermee te werken".

Artikel 29 (dat artikel 28 wordt).

Aan het begin van paragraaf 1 plaatse men in de Nederlandse tekst het teken "§".

.../...

Voorgesteld wordt in de Nederlandse tekst van de laatste zin van paragraaf 1 en van paragraaf 2 te schrijven : "houder zijn van het getuigschrift van privaat ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30, § 3.

In paragraaf 2 dient men te schrijven : "... gelden de voorschriften die in bijlage 12, § 1, zijn opgenomen;".

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 30, §§ 1 en 2, van het ontwerp.

Artikel 31 (dat artikel 30 wordt).

Aan het slot van het artikel schrijve men : "die de desbetreffende vergunning heeft verkregen".

Artikel 32 (dat artikel 31 wordt).

Om de reden die is aangegeven in de opmerking met betrekking tot artikel 21 van het ontwerp, dient in plaats van "van de Regie" geschreven te worden : "vanwege de door de Minister gemachtigde ambtenaar van de Regie".

Mede gelet op deze opmerking zou het slot van het eerste lid beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"..., wordt de vergunning om het te doen werken onmiddellijk geschorst na een eenvoudige waarschuwing vanwege de door de Minister gemachtigde ambtenaar van de Regie".

Voor het tweede lid wordt de volgende redactie voorgesteld :

"De schorsing wordt eerst opgeheven nadat de installatie juist afgeregeld is en de door de Minister gemachtigde ambtenaar van de Regie vastgesteld heeft dat de storingen uitgeschakeld zijn".

Artikel 33 (dat artikel 32 wordt).

In de Franse tekst dient men aan het begin van het eerste lid te schrijven :

"A chaque station d'amateur fixe doit se trouver en permanence un livre-journal ...".

In de Nederlandse tekst van het tweede lid schrijve men onder b) : "de roepnaam van het tegenstation" en vervange men onder d) de woorden "toevallige gebruiker" door de woorden "occasionele gebruiker".

Artikel 34 (dat artikel 33 wordt).

Paragraaf 1, eerste lid :

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de in dit artikel ingestelde uitzonderingsregeling beperkt blijft tot het zich mogelijk voordoen van een "natuurramp".

Indien de Minister het niet zo bedoelt dat in het geval bepaald in het eerste lid van paragraaf 1 de ingestelde regeling beperkt zou blijven tot uitzonderlijke omstandigheden, moet het woord "uitzonderlijk" vervallen.

Paragraaf 1, tweede lid :

Uit artikel 35, tweede en derde lid, blijkt dat de volgende regeling wordt ingesteld :

1° Om te mogen deelnemen aan de oefeningen in radioverbindingen die hulpoperaties simuleren, moet de radioamateur, op voordracht van het Belgische Rode Kruis, aangenomen zijn (tweede lid).

2° De "toelating tot deelneming" aan die oefeningen wordt in de vergunningsakte ingevoegd (derde lid).

Bovendien bepaalt artikel 34, § 1, tweede lid, 2°, van het ontwerp dat "daartoe gemachtigde radioamateurs" aan de hulpoperaties kunnen deelnemen.

Uit de tekst blijkt niet precies of die "machtiging" samenvalt met de in artikel 35, derde lid, van het ontwerp bedoelde "toelating", dan wel of het een afzonderlijke vergunning betreft die alleen aan de radioamateurs welke op bevredigende wijze aan de oefeningen hebben deelgenomen, wordt afgegeven.

De bedoeling van de Minister hieromtrent zou uitdrukkelijk geformuleerd moeten worden.

Artikel 35 (dat artikel 34 wordt).

In het eerste lid zijn de woorden "ingeval van natuurramp" overbodig; zij moeten vervallen.

Aan het slot van hetzelfde eerste lid, moeten de woorden "oefeningen van radioverbindingen die de aard van hulpoperaties hebben" vervangen worden door de woorden "oefeningen in radioverbindingen die hulpoperaties simuleren".

Om de reden die is vermeld in de opmerking bij artikel 21 van het ontwerp, moet in de eerste volzin van het tweede lid worden geschreven : "... door het Belgische Rode Kruis voorgedragen en door de daartoe door de Minister gemachtigde ambtenaar van de Regie aangenomen zijn".

.../...

De tweede volzin van dit tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hun aantal is beperkt en is afhankelijk van de behoeften".

Voorgesteld wordt, het derde lid als volgt te redigeren :

"Van de toestemming om aan die oefeningen deel te nemen wordt melding gemaakt in de vergunningsakte".

Aan het slot van het vierde lid schrijve men : "... voor de uitvoering van deze oefeningen moeten worden gebruikt".

Artikel 36 (dat artikel 35 wordt).

Artikel 31 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen belast de Regie met het toezicht op de toepassing van dat koninklijk besluit en van de ministeriële besluiten getroffen ter uitvoering van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving.

Artikel 36 van het ontwerp zou dus slechts enige inhoud hebben als de Minister de keuzemogelijkheden van de Regie inzake meetinstrumenten en controlemethodes zou willen beperken of preciseren.

Mocht dit wel degelijk de bedoeling van de Minister zijn, dan zou artikel 36 van het ontwerp in nauwkeuriger bewoordingen moeten worden gesteld.

Overigens is er een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het artikel. De Franse tekst gebruikt de woorden "les dispositifs de mesure qui lui conviennent" en de Nederlandse heeft het over "de meetinstrumenten die zij geschikt acht".

.../...

Artikel 37 (dat artikel 36 wordt).

In het eerste lid moeten de woorden "elke wijziging van de opstellingsplaats" worden vervangen door de woorden "elke verandering van de plaats van opstelling".

Aangezien artikel 31, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 een bepaling bevat die volstaat om het door de Minister beoogde doel te bereiken, moet het tweede lid vervallen.

Artikel 38 (dat artikel 37 wordt).

Het eerste lid van dit artikel voorziet in de opheffing van "de voor de radioelektrische stations van de 5e categorie geldende bepalingen van het reglement gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 juli 1947 betreffende de private radio-elektrische stations voor uitzending en uitzending en ontvangst".

Hoewel artikel 31, eerste lid, van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen het ministerieel besluit van 22 juli 1947 heeft opgeheven, luidt het tweede lid van hetzelfde artikel als volgt :

> "De bepalingen van het bij dit besluit gevoegde reglement, die voor de radio-elektrische stations van de 5e categorie gelden, blijven evenwel van kracht tot zij worden vervangen door een besluit te treffen ter uitvoering van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979, betreffende de private radioverbindingen".

Duidelijker zou zijn, het tweede lid van artikel 31 van het voornoemde ministerieel besluit van 19 oktober 1979 op te heffen; op die wijze zou het bij het ministerieel besluit van 22 juli 1947 gevoegde reglement effectief zijn opgeheven.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld artikel 38, eerste lid, van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Artikel 37.-

Artikel 31, tweede lid, van het ministerieel besluit van 19 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen wordt opgeheven".

In de Franse tekst van het tweede lid schrappe men de woorden "et de ce règlement", die trouwens in de Nederlandse tekst niet voorkomen.

De Nederlandse tekst van het tweede en het derde lid zou bovendien beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De vergunningen die met toepassing van dat besluit zijn afgegeven aan de houders van een getuigschrift van privaat radiotelegrafist worden vervangen door krachtens dit besluit verleende vergunningen voor sectie C.

De vergunningen die met toepassing van dezelfde bepalingen zijn afgegeven aan de houders van een getuigschrift van privaat radiotelefonist worden vervangen door krachtens dit besluit verleende vergunningen voor sectie B".

Artikel 39 (dat artikel 38 wordt).

Men schrijve, zoals gebruikelijk is, in het Frans "le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge" en in het Nederlands "de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEAUX, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.